

## 1<sup>ère</sup> réunion du groupe synergie Gouvernance de la mer

Présents :	Lionel LOUBERSAC (LL), Edouard CASTAING (EC), Marie TERRIEN (MT), Philippe DARRASON (PD), Reine GHNASSIA (RG), Mélanie HUITRIC (MH).
En ligne :	Julie BUTTIN (JB).
Excusés	Julien SIMON, Jean Massenet
	De 16h00 à 17h00

### 1) Introduction

Ce groupe synergie est né d'un constat, il est difficile de porter des sujets transverses vers un gouvernement dont les membres ont du mal à travailler ensemble. Selon les sujets il peut y avoir entre 7 et 8 cabinets concernés. Il faut prendre exemple sur la métropole, son SGmer, son CIMER et son Comité France Maritime.

### 2) Discussion

**LL** : Le SGmer et le président du Cluster maritime français co-président le Comité France Maritime (CFM), qui a pour but de doubler le PIB de l'économie maritime et le nombre d'emplois maritimes d'ici 2030. C'est le CFM qui instruit, au titre du monde économique les dossiers du maritime pour le gouvernement français alors que le SG Mer les instruit au titre de l'institutionnel

**RG** : La création d'une direction maritime est essentielle, tout est morcelé actuellement.

**EC** : L'important est de pouvoir faire remonter des sujets maritimes d'intérêt vers le président du gouvernement en NC.

**RG** : Il a de nombreux sujets très vastes à venir, et ils vont demander une expertise spécifique. Il faut un lien entre le secrétariat général du gouvernement et les différentes directions, de plus y a trop de compétences concernées (l'Etat, le gouvernement de Nouvelle-Calédonie, les provinces et les communes) ce qui complique encore plus le traitement des sujets.

**PD** : La solution pourrait être de parler de l'idée d'une direction maritime en exposant notre vision au secrétaire général du gouvernement.

**LL** : Nous savons d'ores et déjà que C. Gygès est à notre écoute.

**RG** : De même pour M. Tyuienon et M. Santa.

### 3) Conclusion :

Etape 1 : Le bureau du CMNC contacte le SG du gouvernement et SG des provinces concernées pour coordonner les différentes actions. Cela aurait pour but de créer un comité qui porterait les sujets vers les SGs avec un mandat et une légitimité et composés de membres directement concernés.

La prochaine réunion aura lieu fin mars 2023, une invitation Outlook sera prochainement envoyée.